



# ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté n°348/2023

**OBJET : Travaux télécom - Interdiction temporaire de stationnement, du 17 au 22 décembre 2023 - 78 avenue de l'Armée Leclerc.**

Le Maire de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8, R.417-1 et R.285-1,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu la délibération n°110/2014 du Conseil municipal du 15 décembre 2014 transférant la compétence voirie à l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB),

Vu la délibération n°032/2020 du Conseil municipal du 4 juillet 2020 portant sur l'élection du Maire,

Considérant la demande de la société Sicra IdF sise 83 rue Henri Barbusse, 92000 Nanterre, en date du 21 octobre 2023, pour la création d'une chambre de tirage télécom,

Considérant la nature des travaux, il y a lieu d'aménager le stationnement,

## ARRÊTE

**Article 1 :** Le stationnement sera temporairement interdit, à hauteur du 78 avenue de l'Armée Leclerc, du 17 décembre 2023, 20h00 au 22 décembre 2023, 18h00.

**Article 2 :** Les travaux se feront par demi-chaussée, à hauteur du 78 avenue de l'Armée Leclerc, du 18 au 22 décembre 2023.

**Article 3 :** Tout véhicule gênant pourra faire l'objet d'une verbalisation ainsi que sa mise en fourrière conformément aux articles R.417-1 et R.285-1 du Code de la Route.

**Article 4 :** Les dispositions qui précèdent seront portées à la connaissance des usagers par des panneaux réglementaires de signalisation placés aux endroits appropriés, par les soins de la société.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera affiché sur place 48 heures avant le démarrage des travaux par la société.

**Article 6 :** Monsieur le Chef de l'agglomération de Police nationale de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame la responsable de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. Monsieur le Directeur des Services Techniques de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, pour information.

Fait à Morangis, le 11 décembre 2023

Madame le Maire,  
Brigitte VERMILLET



### Arrêté certifié exécutoire

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.